



## Collectif Inter Hopitaux COMMUNIQUE du 02 Février 2024

Dans son discours de politique générale, Gabriel Attal, Premier Ministre, annonce « poursuivre le réarmement de notre système de santé ».

La métaphore est-elle guerrière ou maritime ? Le désarmement du navire est à l'œuvre depuis de nombreuses années, par décisions politiques (numerus clausus irréfléchi, fermetures de lits et modalités de financement inadaptées) puis par désertion des matelots, épuisés d'écoper en regardant armateurs et capitaines saborder méthodiquement le bâtiment.

Partout en France, les milliers de lits fermés, les services d'urgences « régulés », les blocs opératoires en sous-régime par manque de personnel conduisent à des drames et des pertes de chances relayés quotidiennement dans la presse.

Parcelles et sans ambition, les mesures annoncées ne sont pas de nature à enrayer le naufrage : le « réarmement du système de santé » n'advient qu'avec des mesures ambitieuses de refondation.

Adapter l'ONDAM aux besoins de santé publique, et modifier un financement inadapté :

- Réserver la T2A aux activités standardisées
- Réviser les tarifs pour qu'ils suivent l'évolution réelle des coûts
- Arrêter les réserves prudentielles, qui restreignent a priori le financement hospitalier
- Arbitrer l'ONDAM en fonction de l'analyse des besoins de santé et non en fonction de la seule logique budgétaire

Remettre l'attractivité des carrières à l'hôpital au centre de la réflexion, en améliorant la qualité de vie au travail des soignants pour attirer, recruter et fidéliser les dizaines de milliers de soignants qui ont quitté l'hôpital.

- Adapter la charge de travail en fixant le nombre de patients dont un soignant aura la responsabilité
- Respecter et prendre en compte les avis des soignants, garantir la stabilité des équipes et des plannings
- Assurer le remplacement de chaque absence pour sécuriser les périodes de congés et de formation
- Revaloriser les salaires les plus bas et compenser financièrement les contraintes inhérentes aux métiers du soin

Introduire une réelle démocratie participative en associant usagers et personnels hospitaliers à la gouvernance des hôpitaux.

Le Collectif Inter Hopitaux alerte une fois encore le Premier Ministre et le Président de la République : l'absence de réelle politique de « réarmement » du système de santé, et la pérennisation des déficits par carence des moyens constituent une mise en danger avérée des citoyens. Le Collectif Inter Hopitaux attend du Premier Ministre et de son gouvernement des décisions fortes pour garantir le droit fondamental à la santé de leurs concitoyens.

Le Collectif Inter Hopitaux se tient à la disposition du Premier Ministre et de la Ministre de la Santé pour leur faire connaître ses propositions.